La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2005

Un excédent budgétaire de 5,8 milliards de dollars a été dégagé en février 2005, en hausse par rapport à celui de 3,8 milliards enregistré en février 2004. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de 1,3 milliard de dollars, ou 28,9 %, des revenus tirés de l'impôt des sociétés par rapport au mois de février de l'année précédente, en raison du calendrier des paiements de règlement de l'impôt des sociétés en fin d'année dont certains, l'an dernier, ont été reçus un mois plus tard, en mars 2004. Les revenus nets plus élevés tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont également contribué à cet excédent, augmentant de 0,6 milliard de dollars, ou 29,3 %, un taux de croissance qui demeure nettement supérieur à l'augmentation de la consommation taxable et s'explique par la persistance du faible niveau des remboursements de TPS. La croissance des remboursements de TPS devrait reprendre dans les prochains mois. Les charges de programmes ont diminué de 0,2 milliard de dollars en février 2005 en raison de paiements de transfert moins élevés. Les frais de la dette publique ont aussi été moins élevés de 0,2 milliard en février.

D'avril 2004 à février 2005

L'excédent budgétaire des 11 premiers mois (d'avril à février) de l'exercice 2004-2005 est évalué à 19,2 milliards de dollars, soit 7,2 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période l'an dernier.

Compte tenu d'un certain nombre de facteurs, les résultats jusqu'à maintenant sont en grande partie conformes aux résultats anticipés dans le budget de 2005, qui font état d'un excédent de 3 milliards de dollars en 2004-2005.

- Les résultats mensuels à ce jour ne tiennent pas compte des incidences financières importantes d'un certain nombre d'initiatives déjà annoncées. Les dispositions législatives pour la mise en œuvre des ententes fédérales-provinciales-territoriales sur les soins de santé et la péréquation/formule de financement des territoires (FFT) sont entrées en vigueur en mars 2005, et le coût financier de ces mesures (7,2 milliards de dollars) sera constaté en mars. Les résultats de mars 2005 rendront également compte du coût des mesures d'aide au secteur agricole annoncées récemment (1 milliard de dollars). Les nouvelles initiatives proposées dans le budget de 2005 (3,9 milliards de dollars) influeront davantage sur les résultats définitifs de fin d'exercice 2004-2005. **Le montant total des nouvelles charges annoncées, soit quelque 12 milliards de dollars, sera incorporé aux résultats de mars 2005 et de la période complémentaire.**
- Les résultats de février traduisent le niveau exceptionnel des revenus tirés de l'impôt des sociétés et des revenus nets provenant de la TPS. Comme on l'indique ci-dessus, les revenus tirés de l'impôt des sociétés et de la TPS ont connu une hausse de 29 % par rapport à l'an dernier, tandis que leurs assiettes fiscales sous-jacentes (bénéfices des sociétés et commerce au détail) ont connu une hausse de 17,7 % et de 5,5 %, respectivement. **La croissance des revenus tirés de l'impôt des sociétés devrait se modérer en mars pour être plus conforme à la croissance des bénéfices. On s'attend également à ce qu'il y ait un renversement de certaines des récentes hausses des revenus tirés de la TPS en mars 2005 et au cours de la période de fin d'exercice complémentaire, ce qui aura pour effet de ramener ces revenus à un niveau correspondant davantage aux assiettes fiscales correspondantes.**
- **De plus, étant donné l'évolution saisonnière habituelle des revenus et charges, des revenus et charges, des déficits sont normalement enregistrés en mars et lors de la période complémentaire.**

Février 2005 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de février 2005 est estimé à 5,8 milliards de dollars, en hausse par rapport à celui de 3,8 milliards constaté en février 2004.

Les revenus budgétaires pour le mois ont totalisé 19,8 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard, ou 8,3 %, par rapport au même mois de l'année précédente. Cette hausse est attribuable à la forte augmentation des revenus tirés de l'impôt des sociétés et de la TPS, augmentation qui a plus que compensé le fléchissement des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,7 milliard de dollars, ou 8,1 %, d'une année sur l'autre. Comme nous l'avons mentionné dans le numéro de janvier de *La revue financière*, cette baisse tient au fait qu'il y a eu un cycle de traitement supplémentaire en janvier 2005, ce qui a fait grimper ces revenus au cours du mois en question.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 28,9 %, d'une année sur l'autre. Cette augmentation est attribuable aux paiements de règlement de l'impôt des sociétés en fin d'exercice qui, l'an dernier, ont été reçus en février et en mars.
- En février 2005, les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont été de 0,6 milliard de dollars supérieurs à ceux de février 2004. Cette hausse est à peu près entièrement attribuable à l'augmentation de 0,6 milliard de dollars, ou 29,3 %, des revenus tirés de la TPS. La progression des revenus bruts de TPS d'une année sur l'autre concorde en gros avec la croissance de l'assiette fiscale correspondante, mais la hausse des remboursements, qui devrait être similaire à celle des revenus bruts au fil du temps, a été beaucoup plus faible. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 38 millions de dollars, tandis que les revenus tirés des taxes et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 21 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 3,1 %, en raison de la progression de l'emploi ainsi que de la hausse des traitements et des salaires, qui a plus que compensé la baisse des taux de cotisation.
- Les autres revenus, qui proviennent des sociétés d'État, de la vente de biens et de services ainsi que des opérations de change, ont augmenté de 12,5 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont totalisé 11,3 milliards de dollars en février 2005, en baisse de 0,2 milliard, ou 2,0 %, par rapport à février 2004, en raison d'une diminution des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont fléchi de 0,8 milliard de dollars, ou 10,6 %, en février 2005.

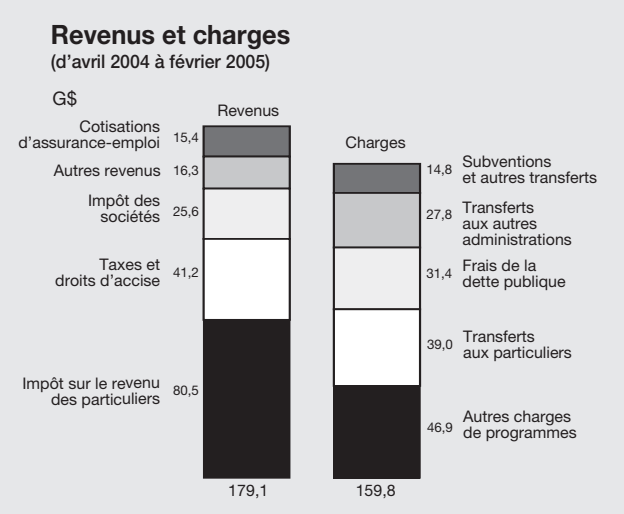
- Les transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont diminué de 3,6 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,1 % en raison d'une moyenne de prestations plus élevée et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit à des prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 14,1 % en raison de la baisse des prestations régulières. Ces résultats reflètent l'ajout d'un cycle de traitement des paiements en janvier 2005, ce qui a fait grimper les charges au cours du mois en question puis les a fait diminuer en février.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 3,8 %.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 37,6 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre, surtout en raison du calendrier des versements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 16,6 % en raison de la hausse des charges relatives à d'autres ministères et organismes. Les charges de la défense ont diminué légèrement, soit de 10 millions de dollars, ou 1,0 %, en février, tandis que celles visant l'ensemble des autres ministères et organismes ont augmenté de 0,6 milliard, ou 26,9 %. Cette composante est elle aussi très volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements et de l'entrée en vigueur des mesures contenues dans les budgets précédents.

Les frais de la dette publique ont diminué de 7,6 % sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril 2004 à février 2005 : résultats budgétaires

Au cours des 11 premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 19,2 milliards de dollars, soit 7,2 milliards de plus que celui de 12 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004.

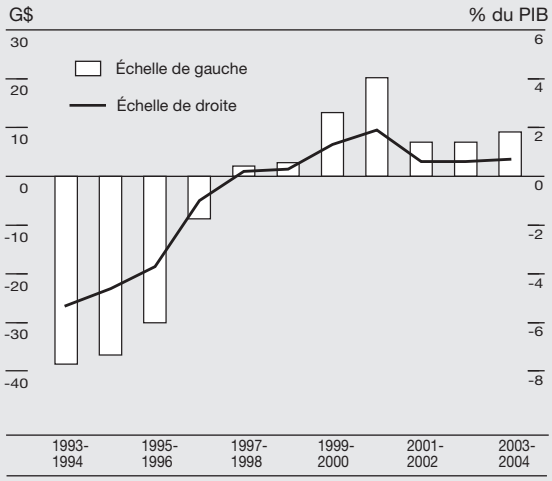


Les revenus budgétaires ont augmenté de 12,1 milliards de dollars, ou 7,3 %, et totalisent 179,1 milliards. Cette hausse découle de la forte progression des revenus provenant de l'impôt des sociétés et de la TPS ainsi que du produit net de 2,6 milliards de dollars de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté en février de 4,3 milliards de dollars, ou 5,7 %. La hausse d'une année sur l'autre concorde avec la progression de l'emploi et l'augmentation des traitements et salaires durant l'exercice.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 8,7 %. La hausse de ces revenus d'une année sur l'autre a été limitée par la prise en compte, dans les résultats de 2003-2004, des gains exceptionnels enregistrés par le secteur financier en raison de la réévaluation des passifs libellés en dollars américains en 2003. Si l'on fait abstraction de ce facteur, les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de quelque 22 % jusqu'ici cette année, ce qui est relativement supérieur à la croissance estimée des bénéfices des sociétés en 2004.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 3,5 milliards de dollars, ou 9,1 %. La quasi-totalité de cette augmentation est attribuable à la croissance des revenus de TPS, qui ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, ou 13,1 %, par rapport à l'année précédente. Le maintien de la hausse énergique des revenus de TPS traduit la faiblesse persistante des remboursements de TPS (en hausse de 2,6 % depuis le début de l'exercice) comparativement aux revenus bruts (en hausse de 7,6 %). En bout de ligne, la hausse des remboursements devrait concorder étroitement avec celle des revenus bruts. La progression des remboursements devrait s'accélérer en mars 2005 et durant la période de fin d'exercice complémentaire, de sorte que les revenus nets de TPS correspondront davantage à la hausse de l'assiette fiscale correspondante. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, tandis que les revenus tirés des taxes et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué au total de 0,1 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 1,9 %, en raison de la baisse du taux de cotisation (le taux de cotisation applicable aux employés, qui était de 2,10 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2003, a été ramené à 1,98 $ en 2004 et à 1,95 $ en 2005), qui a plus que compensé les effets de la progression de l'emploi et de la hausse des traitements et des salaires.
- En l'absence de cette transaction, les autres revenus (notamment les gains nets des opérations de change, les intérêts et les gains nets des sociétés d'État entreprises) ont diminué d'une année sur l'autre, principalement en raison des gains moins élevés des opérations de change.

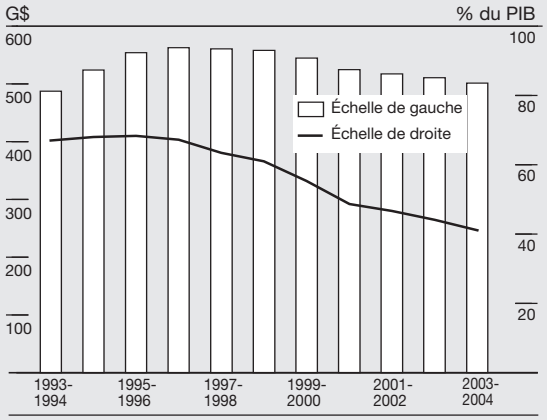
D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril 2004 à février 2005 ont augmenté de 5,0 % pour s'établir à 128,4 milliards de dollars. Les charges de programmes devraient toutefois croître sensiblement en mars 2005, une fois pris en compte le coût des ententes fédérales-provinciales-territoriales sur les soins de santé et la péréquation/FFT ainsi que celui des mesures d'aide au secteur agricole annoncées

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

récemment. Les résultats définitifs engloberont en outre le coût des mesures proposées dans le budget de 2005, une fois que les dispositions législatives habilitantes auront reçu la sanction royale. Les frais de la dette publique ont été inférieurs de 1,3 milliard de dollars à ceux des 11 premiers mois de 2003-2004 sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 3,1 milliards de dollars, ou 3,9 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 1,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,6 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,1 %. La baisse du montant des prestations d'assurance-emploi versées est associée à la diminution des prestations régulières correspondant à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,9 milliard de dollars, ou 7,5 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux, aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et d'une hausse des transferts fiscaux. Ces derniers ont augmenté de 5,1 %, surtout en raison du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués lors d'années antérieures dans le cadre du Programme de péréquation. Ces résultats ne tiennent pas compte des répercussions des ententes fédérales-provinciales-territoriales conclues en 2004 au sujet des soins de santé, de la péréquation et de la FFT. Le coût de ces ententes sera incorporé aux résultats de mars.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 3,7 %, surtout en raison de mesures prévues dans les budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars, ou 7,1 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État étant plus que compensées par la hausse des charges reliées à la défense et aux autres ministères et organismes. Les charges de la défense ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 9,9 %, tandis que celles pour tous les autres ministères et organismes ont progressé de 2,2 milliards, ou 7,8 %.

Ressources financières de 8,5 milliards de dollars d'avril 2004 à février 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,8 milliards de dollars d'avril 2004 à février 2005, en hausse de 1,1 milliard par rapport aux besoins de 19,7 milliards enregistrés pour la même période de 2003-2004. Cette augmentation est surtout attribuable au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 19,2 milliards de dollars et de besoins nets de 10,8 milliards pour les opérations non budgétaires, des ressources financières de 8,5 milliards ont été dégagées au cours des 11 premiers mois de 2004-2005, comparativement à des ressources financières de 2,3 milliards au cours de la même période en 2003-2004.

Activités nettes de financement en baisse de 18,4 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 8,5 milliards de dollars et la baisse de 10,0 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 18,4 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin de février 2005, principalement en réduisant ses portefeuilles d'obligations négociables et d'emprunts en devises. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de février s'élevaient à 7,3 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Février		D'avril à février	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	18 315	19 842	166 952	179 066
Charges				
Charges de programmes	-11 534	-11 300	-122 238	-128 408
Frais de la dette publique	-2 946	-2 722	-32 737	-31 436
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 835	5 820	11 977	19 222
Opérations non budgétaires	979	-5 249	-9 707	-10 760
Ressources ou besoins financiers	4 814	571	2 270	8 462
Variation nette dans les activités de financement	-2 300	3 221	-10 787	-18 437
Variation nette dans l'encaisse	2 514	3 792	-8 517	-9 975
Encaisse à la fin de la période			6 181	7 273

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Février			D'avril à février		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 023	7 372	-8,1	76 162	80 474	5,7
Impôt sur le revenu des sociétés	4 485	5 780	28,9	23 585	25 635	8,7
Autres impôts sur le revenu	224	352	57,1	2 717	3 251	19,7
Total des impôts sur le revenu	12 732	13 504	6,1	102 464	109 360	6,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 966	2 542	29,3	25 826	29 221	13,1
Droits de douane à l'importation	237	275	16,0	2 663	2 785	4,6
Taxes de vente et d'accise	741	723	-2,4	8 927	8 878	-0,5
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	34	31	-8,8	369	356	-3,5
Total des taxes et droits d'accise	2 978	3 571	19,9	37 785	41 240	9,1
Total des revenus fiscaux	15 710	17 075	8,7	140 249	150 600	7,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 743	1 797	3,1	15 705	15 401	-1,9
Autres revenus	862	970	12,5	10 998	13 065	18,8
Total des revenus budgétaires	18 315	19 842	8,3	166 952	179 066	7,3

Tableau 3
Charges budgétaires

	Février			D'avril à février		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 274	2 367	4,1	24 662	25 561	3,6
Prestations d'assurance-emploi	1 656	1 423	-14,1	13 698	13 405	-2,1
Total	3 930	3 790	-3,6	38 360	38 966	1,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			11 596	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		651			7 173	
Transfert visant la réforme des soins de santé	83	125	50,6	917	1 375	49,9
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 608			17 692		
Transferts fiscaux	865	634	-26,7	9 530	10 020	5,1
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-214	-210	-1,9	-2 330	-2 413	3,6
Total	2 342	2 254	-3,8	25 809	27 751	7,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	32	0	-100,0	1 123	826	-26,4
Affaires étrangères	224	200	-10,7	1 845	2 210	19,8
Santé	119	124	4,2	1 551	1 618	4,3
Développement des ressources humaines	280	104	-62,9	1 445	1 154	-20,1
Affaires indiennes et du Nord	267	285	6,7	3 786	3 903	3,1
Industrie et développement régional	312	-16	-105,1	1 521	1 474	-3,1
Autres	385	313	-18,7	2 974	3 583	20,5
Total	1 619	1 010	-37,6	14 245	14 768	3,7
Total des paiements de transfert	7 891	7 054	-10,6	78 414	81 485	3,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	84	65	-22,6	1 055	1 045	-0,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	161	170	5,6	1 860	1 855	-0,3
Autres	106	107	0,9	1 959	1 830	-6,6
Total	351	342	-2,6	4 874	4 730	-3,0
Défense	984	974	-1,0	10 356	11 379	9,9
Tous les autres ministères et organismes	2 308	2 930	26,9	28 594	30 814	7,8
Total des autres charges de programmes	3 643	4 246	16,6	43 824	46 923	7,1
Total des charges de programmes	11 534	11 300	-2,0	122 238	128 408	5,0
Frais de la dette publique	2 946	2 722	-7,6	32 737	31 436	-4,0
Total des charges budgétaires	14 480	14 022	-3,2	154 975	159 844	3,1

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Février		D'avril à février	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 835	5 820	11 977	19 222
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-133	-313	-1 663	-1 402
Autres activités d'investissement	-234	-192	-2 152	-2 677
Comptes de pension et autres comptes	554	-985	1 265	-3 448
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-153	-2 839	-12 306	-7 974
Opérations de change	627	-1 166	2 426	1 925
Amortissement des immobilisations corporelles	318	246	2 723	2 816
Total des autres activités	792	-3 759	-7 157	-3 233
Total des opérations non budgétaires	979	-5 249	-9 707	-10 760
Ressources ou besoins financiers nets	4 814	571	2 270	8 462

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Février		D'avril à février	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	4 814	571	2 270	8 462
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	984	1 887	-11 229	-13 636
Bons du Trésor	-3 500	1 100	2 100	2 300
Obligations d'épargne du Canada	-131	-196	-1 665	-2 161
Autres		-1	91	-29
Total	-2 647	2 790	-10 703	-13 526
Emprunts en devises	350	397	-33	-5 076
Total	-2 297	3 187	-10 736	-18 602
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-3	34	-51	165
Variation nette dans les activités de financement	-2 300	3 221	-10 787	-18 437
Variation dans l'encaisse	2 514	3 792	-8 517	-9 975

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	28 février 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	77 559	-2 405
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	265 144	-13 636
Bons du Trésor	113 378	115 678	2 300
Obligations d'épargne du Canada	21 330	19 169	-2 161
Autres	3 427	3 398	-29
Total partiel	416 915	403 389	-13 526
Payable en devises	20 542	15 466	-5 076
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 939	165
Total de la dette non échue	440 231	421 794	-18 437
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	129 307	1 747
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 650	283
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	2 658	-4 825
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	5 835	-653
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	177 450	-3 448
Total de la dette portant intérêt	621 129	599 244	-21 885
Total du passif	701 093	676 803	-24 290
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	66 515	-4 406
Comptes d'opérations de change	44 312	42 387	-1 925
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	32 225	2 677
Total des actifs financiers	144 781	141 127	-3 654
Dette nette	556 311	535 675	-20 636
Actifs non financiers	54 817	53 403	-1 414
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 494	482 272	-19 222

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Avril 2005